



COMMUNE DE MATHOD
ADMINISTRATION COMMUNALE
SERVICE DES EAUX

REGLEMENT COMMUNAL SUR LA DISTRIBUTION DE L'EAU

05.11.2012



COMMUNE DE MATHOD

REGLEMENT COMMUNAL SUR LA DISTRIBUTION DE L'EAU

Article premier. La distribution de l'eau dans la Commune de Method est régie par la loi du 30 novembre 1964 sur la distribution de l'eau (LDE) et par les dispositions du présent règlement.

1. ABONNEMENTS

Art. 2. L'abonnement est accordé au propriétaire.

Exceptionnellement et avec l'assentiment écrit du propriétaire, la Commune peut accorder un abonnement directement à un locataire ou à un fermier ; le propriétaire et le locataire ou fermier sont alors solidairement responsables à l'égard de la Commune.

Art. 3. Lorsqu'un immeuble appartient à plusieurs propriétaires, en copropriété par étage ou en propriété commune, il fait l'objet d'un seul abonnement, sauf pour les villas jumelées et contiguës. Ces propriétaires sont solidairement responsables envers la Municipalité du paiement de l'abonnement et de la location du compteur.

Art. 4. Le propriétaire qui désire recevoir l'eau fournie par la Commune présente à la Municipalité une demande écrite, signée par lui ou par son représentant.

Cette demande indique :

- a) le lieu de situation du bâtiment;
- b) sa destination;
- c) ses dimensions (notamment le nombre d'appartements, de pièces, de robinets);
- d) le projet de raccordement direct ou indirect au réseau principal de distribution;
- e) l'emplacement du poste de mesure;
- f) le diamètre des conduites extérieures et intérieures.

Art. 5.- L'abonnement est accordé par la Municipalité.

Celle-ci peut déléguer ses pouvoirs au service compétent, dont la décision est alors susceptible de recours dans les 30 jours à la Municipalité.

Art. 6. Si l'abonnement est résilié, la Commune fait fermer la vanne de prise et enlever le compteur.

En règle générale, la prise sur la conduite principale est supprimée et la Commune dispose librement de la vanne de prise.

Art. 7.- Si le bâtiment est démoli ou transformé, l'abonnement est résilié de plein droit dès le début des travaux; demeurent réservées les conventions contraires.

Les propriétaires communiquent à la Municipalité la date du début des travaux au moins deux semaines à l'avance.

Art. 8.- En cas de transfert de propriété, l'ancien propriétaire en informe immédiatement la Municipalité; jusqu'au transfert de son abonnement au nouveau propriétaire, il demeure seul responsable à l'égard de la Commune; celle-ci est tenue d'opérer le transfert à bref délai et d'en aviser l'ancien et le nouveau propriétaire.

2. MODE DE FOURNITURE ET QUALITE DE L'EAU

Art. 9. L'eau est fournie au compteur.

Dans des cas spéciaux, la Commune peut toutefois adopter un autre système de fourniture.

Art. 10. L'eau est livrée à la pression du réseau et sans garantie quant aux propriétés spéciales qui pourraient être nécessaires pour certains usages.

Art. 11.- La Commune est seule compétente, d'entente avec le Service de la consommation et des affaires vétérinaires, pour décider si l'eau de son réseau doit subir un traitement antitartre ou anticorrosif. Elle peut limiter à des cas particuliers la pose d'appareils pour le traitement de l'eau et contrôler en tout temps la qualité de l'eau, notamment dans les installations intérieures.

3. CONCESSION

Art. 12.- L'entrepreneur concessionnaire au sens du présent règlement est l'entrepreneur qui a obtenu de la Municipalité une concession l'autorisant à construire, réparer ou entretenir des installations extérieures.

La concession n'est accordée qu'à l'entrepreneur titulaire d'une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'installations » délivrée par la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux (ci-après : SSIGE) et qui est capable d'exécuter selon les normes techniques en vigueur, avec soin et diligence, les travaux qui lui sont confiés.

Art. 13.- L'entrepreneur qui désire obtenir une concession adresse à la Municipalité une demande écrite accompagnée de la copie de l'attestation de la SSIGE mentionnée à l'art. 12 ainsi que des renseignements circonstanciés sur l'organisation de son entreprise et les travaux qu'il a déjà exécutés.

Art. 14.- Si la Municipalité accorde la concession, elle peut l'assortir des conditions propres à assurer la bonne exécution des travaux.

Lorsque les conditions de la concession ne sont plus remplies, la Municipalité peut la retirer avec effet immédiat ou en suspendre les effets jusqu'à ce que l'entrepreneur ait pris les mesures nécessaires.

4. COMPTEURS

Art. 15.- Le compteur appartient à la Commune qui le remet en location au propriétaire.

Il est posé aux frais du propriétaire par le service communal ou par un entrepreneur concessionnaire.

Art. 16.- Le compteur doit être placé dans un endroit facilement accessible et avant toute prise propre à débiter de l'eau.

Il est interdit à toute personne qui n'y est pas autorisée par la Municipalité de déplomber, déplacer, démonter ou réparer le compteur; en cas d'avarie, le propriétaire en avise immédiatement la Municipalité qui pourvoit au nécessaire.

Art. 17.- Le propriétaire prend toutes mesures utiles pour que l'eau pouvant s'écouler en cas de réparation du compteur ou d'avarie s'évacue d'elle-même, sans occasionner de dégâts.

Il prend également les mesures nécessaires pour que le compteur ne subisse pas de dégâts du fait du gel, d'un retour d'eau chaude ou de toute autre cause provenant des installations qui sont sa propriété; si le compteur est endommagé par suite d'un fait dont répond le propriétaire, celui-ci supporte les frais de réparation ou de remplacement de l'appareil.

Le propriétaire doit mentionner le compteur dans sa police d'assurance contre l'incendie.

Art. 18.- Les indications du compteur font foi quant à la quantité d'eau consommée.

Le propriétaire paie toute l'eau qui traverse le compteur, même s'il y a eu un excès de consommation, à moins que cet excès n'ait été causé par un vice de construction, un défaut d'entretien du réseau principal de distribution ou par un fait dont répond la Commune.

Art. 19.- En cas d'arrêt ou de mauvais fonctionnement du compteur, quelle qu'en soit la cause, c'est la moyenne de la consommation des 2 années précédentes qui fait foi ou, à défaut, la consommation de l'année précédente, à moins qu'un autre mode de calcul ne permette un décompte plus exact.

Cependant, les chiffres du compteur font foi lorsqu'ils révèlent une consommation d'eau inférieure de 20 % seulement à la moyenne de la consommation des 2 années précédentes qui fait foi ou, à défaut, la consommation de l'année précédente quand celle-ci doit être prise en considération.

Art. 20.- Le propriétaire a en tout temps le droit de demander la vérification de son compteur.

Si les indications du compteur présentent des inexactitudes dépassant, en plus ou en moins, les limites d'une tolérance de 5 %, l'appareil est immédiatement remplacé aux frais de la Commune et les factures établies sur la base du dernier relevé annuel sont rectifiées au profit de la partie lésée.

Si les indications du compteur restent dans les limites de tolérance indiquées ci-dessus, les frais de vérification sont à la charge du propriétaire.

5. RESEAU PRINCIPAL DE DISTRIBUTION

Art. 21. Le réseau principal de distribution appartient à la Commune. Il est établi et entretenu à ses frais.

Art. 22. Les captages, les chambres d'eau, les réservoirs, les installations de pompage, de transport et de distribution sont construits d'après les normes de la Société des ingénieurs et architectes (SIA) et de la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux (SSIGE).

Art. 23. La Commune prend à ses frais les dispositions propres à assurer la régularité de la fourniture de l'eau et le maintien intégral des réserves destinées à la lutte contre l'incendie.

La Commune contrôle périodiquement l'état des captages, chambres d'eau, réservoirs, canalisations et autres ouvrages; elle pourvoit à leur entretien et à leur propreté.

Art. 24. Le passage d'une conduite principale sur le domaine privé fait l'objet d'une servitude qui est inscrite au registre foncier en faveur de la Commune et à ses frais.

Art. 25.- Seules les personnes autorisées par la Municipalité ont le droit de manœuvrer les vannes de secteur et les vannes de prise installées sur le réseau principal de distribution ou de prélever temporairement de l'eau à une borne hydrante.

6. INSTALLATIONS EXTERIEURS

Art. 26.- Les installations extérieures dès après la vanne de prise jusque et y compris le poste de mesure appartiennent au propriétaire; elles sont établies et entretenues à ses frais.

L'article 15, alinéa premier, est réservé.

Art. 27.- Il est interdit au propriétaire de disposer de l'eau de son abonnement autrement que pour les besoins de son immeuble et de laisser brancher une prise sur sa conduite.

Art. 28.- Chaque propriétaire possède ses propres installations extérieures.

Si un propriétaire possède plusieurs bâtiments qui ne sont pas entre eux dans un rapport de dépendance, chaque bâtiment sera muni de ses propres installations extérieures.

Demeurent réservées les dispositions de l'article 29, alinéa 3.

Art. 29.- Exceptionnellement, la Municipalité peut autoriser des installations extérieures communes à plusieurs propriétaires, moyennant la pose d'une vanne de prise pour chacun d'eux. L'article 25 est applicable à ces vannes de prise.

Les propriétaires sont solidairement responsables des obligations en relation avec ces installations communes. Ils doivent régler leurs droits et obligations réciproques en inscrivant au registre foncier une servitude précisant la répartition des frais de construction et d'entretien de ces installations communes.

Exceptionnellement, la Municipalité peut autoriser des installations extérieures communes à plusieurs bâtiments appartenant au même propriétaire et sans rapport de dépendance entre eux, moyennant la pose d'un poste de mesure pour chaque immeuble.

Art. 30.- Les installations extérieures comprennent un poste de mesure situé à l'entrée de l'immeuble et à l'abri du gel.

Ce poste comporte :

- a) un compteur;
- b) deux robinets d'arrêt, dont un sans purge placé avant le compteur et un avec purge placé après le compteur, qui peuvent être manœuvrés par le propriétaire;
- c) un clapet de retenue fourni par la Commune et facturé au propriétaire rendant impossible le reflux accidentel d'eau usée dans le réseau;
- d) d'autres appareils de sécurité tels que filtres, réducteurs de pression, etc... qui peuvent être imposés par la Commune.

Art. 31.- Les installations extérieures sont établies et entretenues par un entrepreneur concessionnaire et selon les directives de la SSIGE.

L'obtention des droits de passage et des autres autorisations nécessaires à l'exécution des installations extérieures incombe au propriétaire; s'il y a lieu, la Commune peut exiger à ce sujet l'inscription d'une servitude au registre foncier.

7. INSTALLATIONS INTERIEURES

Art. 32.- Les installations intérieures, dès et non compris le poste de mesure, appartiennent au propriétaire; elles sont établies et entretenues à ses frais.

Les installations intérieures sont établies et entretenues par un entrepreneur qualifié choisi par le propriétaire et selon les directives de la SSIGE. Par entrepreneur qualifié, on entend un entrepreneur au bénéfice d'une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'installations » délivrée par la SSIGE. S'il s'agit de travaux d'entretien uniquement, une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'entretien » est suffisante. La liste des installateurs agréés est disponible via le registre publié par la SSIGE sur son site Internet.

L'entrepreneur doit renseigner la Commune sur les nouvelles installations ou les changements d'installations intérieures de nature à entraîner une modification de l'abonnement.

Art. 33.- Le propriétaire est tenu de comprendre les installations intérieures dans les polices d'assurance qu'il contracte pour dégâts d'eau.

8. DISPOSITIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS EXTERIEURES ET INTERIEURES

Art. 34. La Municipalité fixe le diamètre des conduites faisant partie des installations extérieures et intérieures.

Art. 35. Lorsque la construction ou l'entretien des installations extérieures ou intérieures nécessitent des travaux de fouille sur le domaine public, le propriétaire doit obtenir l'autorisation du service cantonal ou communal compétent.

Art. 36. En cas d'incendie, les consommateurs doivent momentanément s'abstenir de soutirer de l'eau pour leurs besoins privés.

Art. 37. Le raccordement d'installations alimentées par la Commune à des installations desservies par une eau étrangère est interdit, sauf autorisation expresse de la Municipalité.

9. INTERRUPTIONS

Art. 38.- La Commune prévient autant que possible les propriétaires ainsi que les locataires de toute interruption dans le service de distribution.

Les interruptions rendues nécessaires pour assurer l'entretien ou la construction du réseau principal de distribution ou d'installations extérieures ou intérieures, de même que celles qui sont dues à un cas de force majeure au sens de l'article 17 LDE, ne confèrent au propriétaire aucun droit à des dommages-intérêts et ne le déchargent en rien de ses obligations à l'égard de la Commune.

Art. 39.- Le propriétaire prend toutes les mesures en son pouvoir pour que les interruptions ou le retour de l'eau ne provoquent pas de dommage direct ou indirect.

Art. 40.- Dans les cas de force majeure au sens de l'article 17 LDE, la Commune a le droit de prendre les mesures restrictives propres à assurer le fonctionnement des services publics indispensables et le ravitaillement en eau de la population.

10. TAXES

Art. 41. En contrepartie du raccordement direct ou indirect d'un bâtiment au réseau principal de distribution, il est perçu du propriétaire une taxe de raccordement fixée à :

- CHF 80.- hors TVA par unité raccordée (UR) d'une part ;
- et de CHF 1.50 hors TVA par m³ du *volume SIA du bâtiment* indiqué dans la demande du permis de construction, d'autre part.

Le nombre d'UR est déterminé au cas par cas par la Municipalité selon les directives de la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux de la SSIGE.

Le volume SIA du bâtiment se définit comme le produit de la surface cadastrale du bâtiment par la hauteur moyenne (différence entre le niveau moyen de la toiture et le niveau moyen des sous-sols).

La taxation définitive intervient dès la délivrance de permis d'habiter (ou d'utiliser). La Municipalité est habilitée à percevoir un acompte de 10% au maximum lors de la délivrance du permis de construire en se référant aux plans déposés.

Tout bâtiment reconstruit après démolition complète et volontaire d'immeubles préexistants est assimilé à un nouveau raccordement et assujéti à la présente taxe.

Art. 42. Lorsque des travaux de transformation ou touchant les installations intérieures sont entrepris dans un bâtiment déjà raccordé, il est perçu du propriétaire, aux conditions de l'article 41, un complément de taxe unique sur les unités de raccordement et/ou le volume supplémentaires résultant des travaux exécutés.

Tout bâtiment reconstruit après sinistre, ou démolition partielle d'immeubles préexistants, est assimilé à un cas de transformation et assujéti au présent complément.

11. TARIFS

Art. 43.- Le prix de vente au mètre cube d'eau, le prix de location annuelle pour les appareils de mesure et la finance annuelle et uniforme d'abonnement font l'objet d'un tarif distinct, adopté par la Municipalité.

Le tarif est affiché au pilier public dès son adoption par la Municipalité. Il entre en vigueur à l'échéance du délai de requête à la Cour constitutionnelle. Ce délai est de 20 jours à compter de l'affichage au pilier public.

12. VOIES DE RECOURS

Art. 44.- En matière de taxes, les décisions municipales sont susceptibles de recours dans les 30 jours auprès de la Commission communale de recours en matière d'impôt (article 45 et suivants de la loi sur les impôts communaux).

Si la contestation porte sur un autre objet, elle doit être adressée au Département de la sécurité et de l'environnement.

13. SANCTIONS

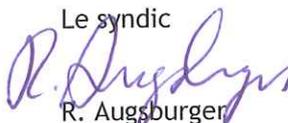
Art. 45.- Les infractions au présent règlement sont poursuivies conformément à la loi sur les contraventions.

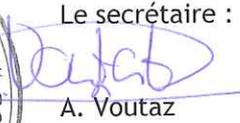
14. ENTREE EN VIGUEUR

Art. 46. Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Cheffe du Département de la sécurité et de l'environnement et le délai de requête à la Cour constitutionnelle de 20 jours échu.

Il abroge et remplace dès cette date le règlement sur la distribution de l'eau du 20 novembre 1996.

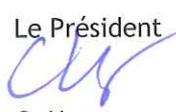
Adopté par la Municipalité dans sa séance du 25 septembre 2012

Le syndic

R. Augsburger

Le secrétaire :

A. Voutaz



Adopté par le Conseil général dans sa séance du 29 octobre 2012

Le Président

C. Unger

Le secrétaire :

F. Rodriguez



Approuvé par la Cheffe du Département de la sécurité et de l'environnement,

Lausanne, le 15 NOV. 2012



La cheffe du Département


Jacqueline de Quattro



Commune de Method

TARIFS SUR LA DISTRIBUTION DE L'EAU

(Selon l'art. n°43 du règlement communal sur la distribution de l'eau)

PRIX DE VENTE AU METRE CUBE D'EAU

Article premier : Le prix de vente au mètre cube d'eau est fixé à **CHF 1.80** hors TVA pour 1m³ d'eau potable consommée.

PRIX DE LOCATION POUR LES APPAREILS DE MESURE

Art. 2. Le prix de location annuelle des compteurs est fixé à :

- CHF 50.-** hors TVA pour un compteur de calibre ¾'' à 1 pouce
- CHF 65.-** hors TVA pour un compteur de calibre 1¼'' à 1½''
- CHF 80.-** hors TVA pour un compteur de calibre 2''

Dans le cas de compteurs avec des calibres plus élevés ou des modèles spéciaux, la Municipalité fixera le prix de location, sans toutefois dépasser le 15 % du prix de revient de l'appareil.

FINANCE ANNUELLE ET UNIFORME D'ABONNEMENT

Art. 3. La finance annuelle et uniforme d'abonnement est fixée à :

- CHF 120.-** hors TVA par logement.
- CHF 150.-** hors TVA pour une entreprise artisanale, industrielle, hôtelière ou exploitation agricole pour une consommation inférieure à 1'000 m³/an. CHF 10.- hors TVA de plus est perçu par fraction de 1'000 m³/an supplémentaire.

TAXES CANTONALES OU FEDERALES

Art. 4. Dans le cas où les montants susmentionnés dans cette annexe sont soumis à des taxes cantonales ou fédérales (TVA par exemple), ces dernières seront facturées en sus.

ENTREE EN VIGUEUR

Art. 5. Les taxes communales sur la distribution de l'eau potable entre en vigueur dès son approbation par la Municipalité de Method.

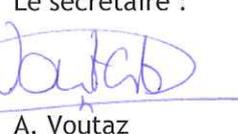
Adopté par la Municipalité dans sa séance du 25 septembre 2012

Le Syndic


R. Augsburger



Le secrétaire :


A. Voutaz